

# **le pouvoir aux travailleurs**

**mensuel trotskyste**

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

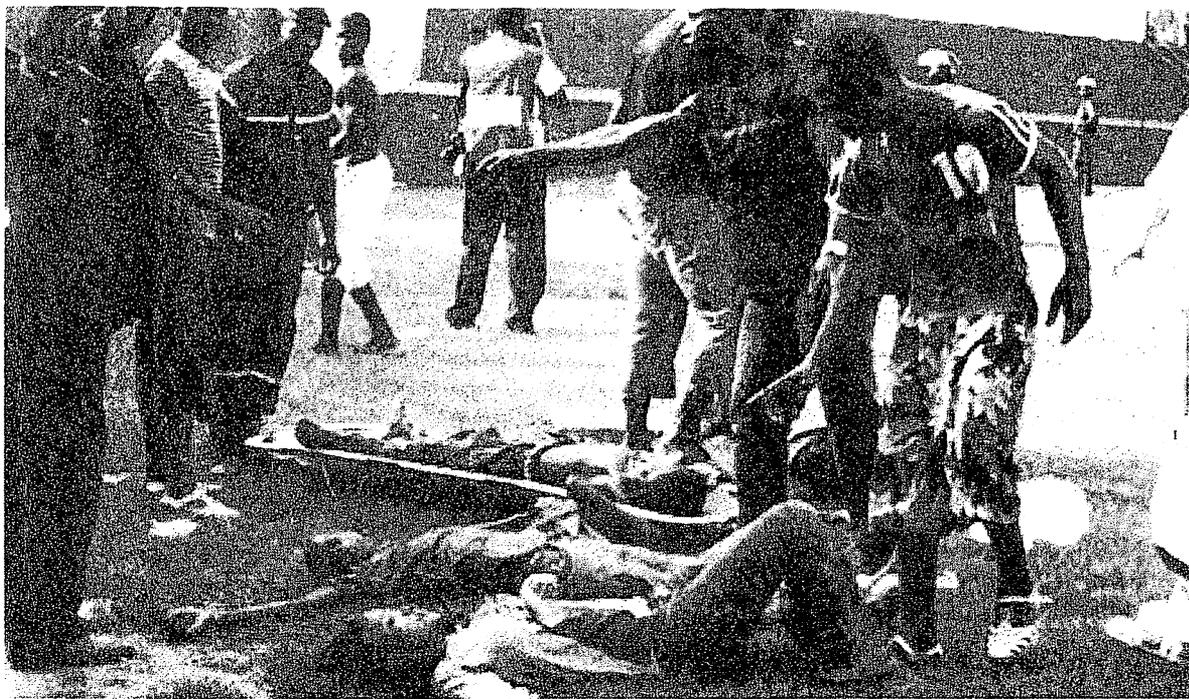
ISSN 0241 0494

Le 06 janvier 2013

N° 388

PRIX : 0,60 Euro

## CÔTE D'IVOIRE



## **DRAME DU PLATEAU**

**LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE**

SOMMAIRE AU VERSO

**SOMMAIRE**

é d i t o r i a l

**Editorial**

Drame du Plateau : le gouvernement est responsable

Page 4

Mali : accaparement des terres des petites gens au profit des promoteurs ...

Page 6

Centrafrique : le pouvoir du dictateur Bozizé menacé...

Page 8

Tchad : le bras de fer entre le gouvernement et les syndicats ...continue

Page 9

Kivu (RDC) : victimes des bandes armées et des grandes puissances

Page 10

La gauche au pouvoir, pas de changement pour la majorité des sans-papiers

Page 11

A qui profiterait la croissance économique annoncée pour l'Afrique en 2013 ?

**ABONNEMENT**

**FRANCE :**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

**Autres pays :**

Nous consulter

**ADRESSE**

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

**CÔTE D'IVOIRE**

**DRAME DU PLATEAU  
LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE !**

*Dans la nuit du 31 décembre, l'irresponsabilité des autorités publiques a fait officiellement 63 morts et de nombreux blessés dont plusieurs gravement. N'ont-elles pas lancé des annonces à la télévision, des jours durant, pour inviter la population à se rendre nombreuse, au Plateau, pour venir regarder le feu d'artifice ? N'ont-elles pas dit que la sécurité serait assurée ? Alors pourquoi autant de morts et de blessés ? Parce que des criminels ont fait passer des centaines de milliers de personnes sur une rue mal éclairée, dont la chaussée était encombrée de véhicules, laissant uniquement aux foules nombreuses deux trottoirs dont l'un était piégé par des rondins de bois posés de travers, soi-disant pour barrer le trou béant d'un chantier en construction. Les organisateurs de cette manifestation ne savaient-ils pas que des gens pouvaient y trébucher et tomber ? Manifestement, ils s'en fichaient, puisque cet endroit était réservé uniquement aux pauvres ! Pour accueillir les riches, le jardin de l'hôtel Ivoire avait spécialement été aménagé, sur l'autre rive de la lagune !*

*Et ce sont ces criminels-là qui osent dire aujourd'hui que ce sont les parents qui ont laissé leurs enfants sortir sans les accompagner ce soir-là qui sont responsables de leur mort !*

*Le lendemain, le Premier ministre annonçait à la presse, avec une solennité hypocrite, qu'une enquête était en cours ! En même temps, il donnait déjà sa propre conclusion en affirmant que son gouvernement n'était aucunement responsable de ce drame. Selon lui, toutes les mesures de sécurité avaient été prises ! Bien sûr, ce n'est tout de même pas lui et son ministre de l'Intérieur qui se feront hara-kiri pour quelques misérables morts !*

*Oui, dans ce pays quand on est pauvre, on ne compte pas pour ceux qui gouvernent et pour les capitalistes. Pour eux, nous sommes tout juste bons à être exploités et opprimés. Il faut que cela change, que les travailleurs fassent valoir leur droit à la vie, à la dignité et à des conditions d'existence décentes. Mais tout cela, les travailleurs ne pourront l'obtenir que par la lutte collective. Cela nécessite l'existence d'une organisation de combat car le gouvernement et les capitalistes dont il est le serviteur, ne l'accepteront jamais de bon cœur.*

=====

## CÔTE D'IVOIRE

### **ABIDJAN VILLE LUMIÈRE PAS POUR TOUT LE MONDE !**

Quelle publicité le gouvernement, par l'intermédiaire des journalistes à sa botte, n'a-t-il pas fait autour de ces lumières qui illuminent quelques artères d'Abidjan, à l'occasion de la fête de fin d'année ? C'est ça leur fierté ! Amuser la galerie leur coûte évidemment moins cher ! Et tant pis, d'ailleurs, si des pauvres en crèvent ! C'est ce qui s'est passé, puisqu'ils n'ont même pas été fichus de remplacer les ampoules grillées sur les lampadaires de cette rue où sont morts plusieurs dizaines de personnes, faute d'éclairage !

C'est finalement à l'image de la société capitaliste : les quartiers pauvres n'ont souvent ni eau, ni électricité, ni éclairage dans les rues ; ni d'ailleurs d'égouts dignes de ce nom ! Pour la classe dominante, l'essentiel n'est-il pas que ses villas reçoivent assez d'eau pour alimenter ses piscines et arroser ses jardins ? Assez de courant, pour éclairer ses quartiers et alimenter ses entreprises ? Assez de main-d'œuvre corvéable et bon marché pour avoir de la chair à exploiter ?

### **UN DÉSERT DANS LA COMMUNE D'ABOBO !**

"Désert" : c'est le nom d'un quartier d'Abobo situé au nord de la commune derrière le quartier Plaque. Il porte ce nom parce que celui-ci manque cruellement d'eau courante. Pour s'approvisionner, les habitants, surtout les femmes et les enfants, doivent se réveiller chaque jour très tôt et parcourir au moins un kilomètre, des bidons de 40 litres sur la tête, pour aller chercher de l'eau dans les autres quartiers. Souvent c'est toute la matinée qui est consacrée à la recherche d'eau. Les établissements scolaires qui comptent des centaines d'élèves ne bénéficient d'aucune installation d'eau courante. Une question posée à

un habitant du quartier : « pourquoi appelez-vous votre quartier Désert ? », il répond ironiquement : « il n'y a que dans le désert qu'on ne trouve pas d'eau et comme dans notre quartier il n'y a pas d'eau, nous avons décidé de l'appeler Désert ».

Nous ne sommes pas dans le sahel. Nous sommes bien dans une zone forestière où les pluies sont abondantes avec des fleuves et des lagunes en abondance. Mais paradoxalement il y a une partie de la population qui manque cruellement d'eau. D'ailleurs, ce quartier n'est pas le seul à souffrir de ce manque !

-----

## MALI

### **ACCAPAREMENT DES TERRES DES PETITES GENS AU PROFIT DES PROMOTEURS IMMOBILIERS ET DES CAPITALISTES DE L'AGRO-INDUSTRIE**

Dans les centres urbains comme dans les campagnes, on assiste depuis quelques années à une amplification des accaparements des terres des petites gens au profit des promoteurs immobiliers ou des grandes sociétés internationales de l'agro-business, avec la complicité des autorités maliennes.



*Un meeting de l'UACDDDD avec des habitants dont les maisons ont été détruites*

Dans les quartiers populaires de Bamako, de nombreux habitants ont été délogés manu militari par la mairie sous prétexte que les maisons ou les baraquements construits sur ces terrains n'étaient pas légaux. Ces opérations sont appelées "déguerpissement" ou "assainissement". Ces terrains sont convoités par des promoteurs immobiliers, parfois par des dignitaires du pouvoir qui y voient là une occasion de s'enrichir à bon compte sur le dos des plus démunis, d'autant plus qu'avec l'accroissement rapide de la population de la capitale, ces terrains prennent de plus en plus de valeur marchande.

Un petit paysan du village de Yélékébougu, situé à une trentaine de kilomètres au sud de Bamako raconte comment, du jour au lendemain, il a été exproprié en mai 2010 par l'Etat malien au profit d'une entreprise chinoise, la Covéc, chargée de grands travaux dans la capitale : « Un jour, ils sont arrivés alors que j'étais en train de travailler dans mon champ. Ils m'ont dit que cet espace leur

*appartenait, qu'ils en avaient fait la demande auprès des autorités qui avaient accepté ... Dès qu'elle est arrivée, la Covéc a coupé tous les karités sur mon champ. Aujourd'hui, on n'y voit plus que des machines qui concassent des pierres ... Ils m'avaient dit qu'ils me paieraient le prix de mes récoltes pendant une année mais ils ne l'ont pas fait ... ».*

Les terres arables qui bordent le fleuve Niger font aussi l'objet de convoitise de grands capitalistes. Des milliers d'hectares de terres qui ont un accès facile à l'eau, gérés par l'office du Niger, une agence de l'Etat, ont été cédés à des entreprises privées pour être transformés entre autres, en plantation de canne à sucre destinée à la fabrication de l'éthanol devant servir de carburant. Des dizaines de familles paysannes ont été spoliées sans aucune compensation. Elles sont condamnées à devenir soit des ouvriers agricoles dans ces sociétés d'agro-business, soit à déménager vers des terres plus ingrates, loin du fleuve et des irrigations.

Plusieurs dizaines d'associations de victimes d'accaparement des terres se sont regroupées au sein d'une organisation plus vaste, l'UACDDDD (Union des associations et des coordinations d'associations pour le développement et la défense des droits des démunis) pour défendre collectivement leurs droits. Au mois de septembre 2010, ces associations avaient tenté d'organiser une marche de protestation à Bamako. Elle fut suspendue au dernier moment suite à la promesse faite par le gouvernement de mettre fin à ces spoliations. Mais ce fut une promesse non tenue. Les spoliations ont continué de plus belle.

Face au mépris du gouvernement une nouvelle marche fut organisée dans la capitale, le 13 mars 2012. Elle avait regroupé entre 1 et 2 milliers de personnes. Les manifestants dénonçaient sur des pancartes "la corruption des services fonciers", "l'arrêt immédiat de l'accaparement des terres et des

déguerpissements", "le respect des documents des propriétés coutumières"...

Le secrétaire général de l'Union des associations de victimes déclarait : «*Nous avons constaté la dégradation sans cesse de la situation foncière au Mali, le nombre toujours croissant des déguerpis, le business d'une minorité sur le dos du peuple, l'accaparement des champs des paysans et le manque de volonté politique des autorités à résoudre les problèmes posés* ».

Face à la colère grandissante, le gouvernement fit d'autres promesses non suivies d'effets. C'était sous le gouvernement de Toumani Touré. Lorsque celui-ci fut renversé par un coup d'Etat du capitaine Sanogo, le 22 mars 2012, les victimes avaient cru qu'avec l'arrivée du nouveau pouvoir (qui avait prétendu mettre fin à la corruption), elles allaient retrouver leurs terres confisquées. Mais une fois de plus ce fut la déception.

Le colonel Moussa Sinko Coulibaly (issu de la junte militaire) devenu ministre de l'Administration territoriale, a donné le ton en déclarant qu' "il n'y a pas accaparement des terres au Mali", que "toutes les terres appartiennent à l'Etat" et qu' « il n' y a pas de

corruption à ce niveau ». Il a justifié toutes ces spoliations en prétendant que ceux qui étaient installés (parfois depuis plusieurs générations) sur ces terres n'avaient aucun titre de propriété. Le nouveau pouvoir a donc continué à spolier les petits paysans et les petites gens installés dans les quartiers populaires en périphérie des grandes villes au profit des possédants et parfois au profit du nouveau clan des parvenus.

Que vont devenir ces petits paysans chassés de leur terre, ainsi que les petites gens "déguerpis" de leurs habitations dans les quartiers populaires? Le ministre chargé de ces questions s'est contenté de dire qu'il va procéder à l'informatisation des données concernant les titres de propriété foncière et qu'il va pouvoir calmer le mécontentement par des "explications, avec un peu de pédagogie".

Mais les victimes des spoliations ne se contenteront certainement pas de "pédagogie". Si leurs associations continuent de se mobiliser et trouvent l'appui et la solidarité agissante de la population pauvre des villes et des campagnes, les autorités publiques finiront par les craindre et parler avec moins d'arrogance.

## MALI

### TOMBOUCTOU SOUS LA TERREUR DES ISLAMISTES



Une scène devenue banale à Tombouctou : coups de fouets en public

Niger auraient produit environ 5000 tonnes de riz, en partie grâce à un projet soutenu par les Pays-Bas. Mais la joie des paysans a été de courte durée. Les islamistes qui ont pris le pouvoir dans cette ville ont imposé à chaque agriculteur de payer la "Zakate" (l'aumône en arabe). Ainsi chacun doit "donner" un sac sur 20 aux dirigeants locaux.

De plus, les femmes des paysans n'ont pas été autorisées à aller aux champs sous prétexte que la loi islamique en vigueur dans cette ville leur interdit de travailler aux côtés des hommes.

La récolte du riz a paraît-il, été bonne pour les paysans de Tombouctou. Les 1000 hectares de terres arables sur le bord du fleuve

Cette ville est devenue un véritable enfer moyenâgeux pour la plupart de ses habitants. Les couples non mariés sont lapidés, les voleurs amputés des mains, les fumeurs fouettés, les

femmes non voilées maltraitées. Il est interdit de jouer au ballon, de s'habiller comme on veut, d'écouter la musique qu'on veut, de lire ce qu'on veut, de regarder les émissions de télé qu'on veut,

etc. Ceux qui ont eu la possibilité de fuir la ville l'ont fait de gré ou de force, mais le reste de la population est obligée de vivre sous la terreur.

## MALI

### **LA JUNTE MILITAIRE FAIT ET DÉFAIT LE GOUVERNEMENT**

Le 11 décembre dernier, Cheikh Modibo Diarra a été démis de sa fonction de Premier Ministre, par le même capitaine Sanogo qui l'avait installé à ce poste huit mois plus tôt. Officiellement, le capitaine Sanogo ne détient aucun poste dans l'exécutif mais ce n'est un secret pour personne que le véritable pouvoir c'est lui et sa junte basée dans la garnison de la ville de Kati (située à 15 kilomètres de Bamako) qui le détiennent depuis le renversement de Toumani Touré.

Un autre Premier ministre a été nommé. Il s'agit de Diango Cissoko. Celui-ci est qualifié par une certaine presse de "*fin connaisseur du système politique malien*". Il a en effet mangé à toutes les tables, à commencer par celle du dictateur Moussa Traoré. Il a d'abord été directeur de la prison centrale de Bamako, ensuite directeur national de la Fonction publique avant de devenir ministre de la Justice. Il a aussi été nommé durant plusieurs années au poste de secrétaire général de la présidence sous le même Moussa Traoré. Malgré les différents

changements de pouvoir qui ont eu lieu dans ce pays par des coups d'Etat ou par des élections, il a toujours rodé autour du pouvoir et est devenu un homme riche. Il est aujourd'hui chef du gouvernement mais il peut être éjecté du jour au lendemain comme son prédécesseur car le véritable chef c'est Sanogo.

Ici dans l'émigration malienne, certains travailleurs pensent qu'avec ce nouveau Premier ministre, les choses vont s'améliorer au Mali car celui-ci maîtriserait mieux les dossiers que son prédécesseur qui selon eux ne connaissait rien à la politique. Une chose est sûre : si les travailleurs des villes et des campagnes laissent leur avenir se décider par ceux qui sont au pouvoir, quels qu'ils soient, quoi qu'ils promettent de faire, il n'y aura jamais un changement favorable à la population pauvre dans ce pays. Les seules améliorations que les travailleurs, et l'ensemble de la population pauvre peuvent espérer, celles qu'ils imposeront par leur volonté, par leur mobilisation et leur propre organisation.

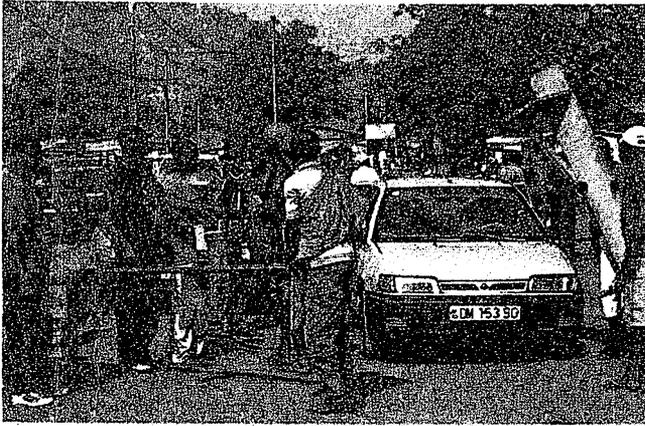
## CENTRAFRIQUE

### **LE POUVOIR DU DICTATEUR BOZIZÉ MENACÉ PAR DES REBELLES**

Dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, François Bozizé a livré à la télévision centrafricaine son message de vœux à la population. Il a notamment parlé de la menace qui plane sur son pouvoir avec l'avancée des rebelles du mouvement Séléka. A ce propos, il a déclaré : « *Grâce à l'armée tchadienne, vous me regardez aujourd'hui à la télévision. Sinon, Bangui serait aujourd'hui envahi. Merci à*

*l'armée tchadienne, merci au président Idriss Déby Itno du Tchad ».*

En effet quand des villes situées au nord ont commencé à tomber les unes après les autres aux mains des rebelles du mouvement Séléka, des bataillons tchadiens ont été dépêchés par Deby de l'autre côté de la frontière. Ils stationnent aujourd'hui dans la ville de Damara,



Barrage établi par des jeunes pro-Bozizé à quelques kilomètres de Bangui contre l'infiltration des rebelles de Séléka

dernier verrou avant la capitale Bangui, situé à 75 kilomètres. En contrepartie il a poussé Bozizé à négocier avec les rebelles du mouvement Séléka, une organisation armée disparate, formée de plusieurs tendances politico-militaires d'opposition, dont les principaux dirigeants avaient fait partie de la mangeoire gouvernementale ou étaient d'anciens militaires ou d'anciens seigneurs de guerre. Un rendez-vous est pris pour le 10 janvier prochain à Libreville au Gabon pour la négociation entre Bozizé et Séléka.

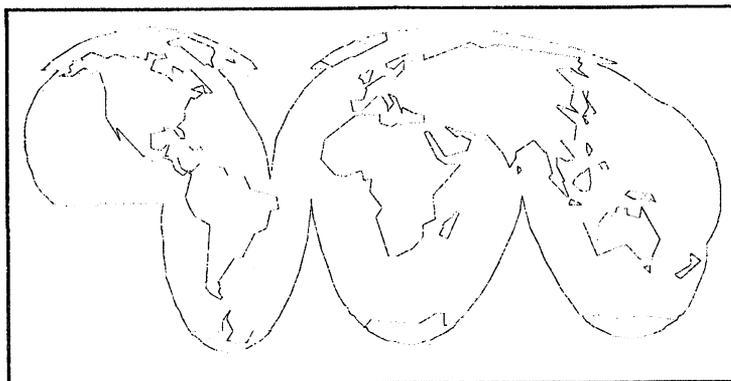
Deby n'est pas le seul à voler au secours de Bozizé. Les pays qui font partie de la Force multinationale d'Afrique centrale (FOMAC) ont aussi envoyé des renforts à Bangui. Il s'agit du Gabon, du Congo-Brazzaville et du Cameroun : les soldats de ces trois pays seraient au nombre de 360. Avec les 400 soldats tchadiens déjà sur place, l'effectif de la FOMAC atteindrait 760 hommes. Déployée en Centrafrique depuis 2008,

cette force régionale a pour mission d'aider les dictateurs de cette Afrique centrale à se maintenir au pouvoir contre la volonté de leurs peuples et contre toutes rebellions. Mais il faut aussi compter avec les 600 soldats de l'ancienne puissance coloniale française stationnés en permanence dans le pays. Officiellement leur mission est de veiller sur la sécurité des ressortissants français. Mais en réalité, c'est pour sauvegarder les intérêts des capitalistes, français en particulier, qui exploitent des travailleurs centrafricains. Il s'agit par exemple de Bouygues, d'Areva, de CEFAO et d'autres sociétés impliquées dans l'exploitation ou la commercialisation du diamant de Centrafrique.

Derrière Deby, il y a bien sûr cette ancienne puissance coloniale française. C'est sans doute avec l'aval du gouvernement français qui, cette fois, ne voulant pas engager directement ses propres forces présentes à Bangui, comme en 2006 pour venir au secours Bozizé, a demandé à Deby de le faire à sa place. Il a déjà aidé Bozizé à prendre le pouvoir lors du coup d'État de 2003 contre Ange Félix Patassé, (aujourd'hui décédé) ou encore à mettre fin aux rébellions dans le nord du pays en 2010.

Comme dans toutes les guerres, ce sont toujours les populations qui souffrent le plus. Si à Bangui, ce sont seulement quelques personnes qui quittent la ville, craignant pour leur vie, à Damara, c'est la panique. Les populations fuient par milliers, dans des conditions épouvantables.

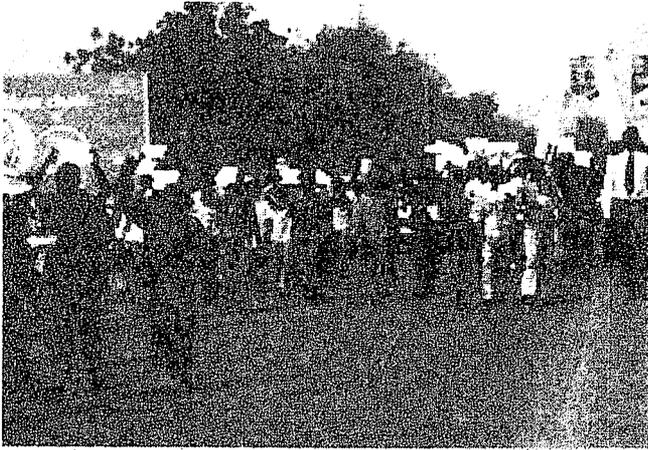
#### TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

TCHAD

**LE BRAS DE FER ENTRE LE GOUVERNEMENT  
ET LES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS CONTINUE**



Manifestation à Ndjaména en décembre dernier contre les coupures de salaires des fonctionnaires grévistes

Le ministre de la Fonction publique et du Travail a annoncé le 27 novembre dernier, au cours d'un point de presse, l'annulation de tous les protocoles d'accords signés en 2011 entre le gouvernement et les trois principaux syndicats, à savoir l'UST (Union des syndicats du Tchad), la Confédération libre des travailleurs du Tchad (CLTT) et le syndicat national des travailleurs des affaires sociales et de la santé (SYNTAS). Ainsi l'accord du 11 novembre 2011 signé de la main même de Deby portant sur une augmentation générale des salaires, accord arraché par l'UST après de longues semaines de grève serait donc nul et non avenue.

Choquée, l'UST a appelé immédiatement à observer une « journée morte » dans tout le pays. Diverses associations et des organisations humanitaires se sont jointes à cet appel. C'était un succès total. Idriss Deby et son gouvernement ont pris peur, et ont demandé à reprendre les

négociations avec les syndicats pour, disent-ils, sauvegarder « l'intérêt supérieur de la nation ».

« Après la rencontre, avec le président de la République et le Premier ministre, nous avons trouvé nécessaire de proposer aux travailleurs une trêve de trois mois pour que les négociations reprennent (...). Malgré que le gouvernement change régulièrement les décisions, il vaut mieux le voir à l'épreuve », a déclaré à la presse un dirigeant de l'UST. « Nous avons voulu donner la chance au gouvernement de sortir la tête haute », a-t-il ajouté.

Cette décision de suspension de la grève a été prise par les travailleurs lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue le 17 décembre à la Bourse du travail de Ndjaména.

Comme les syndicats se méfient des coups de tête et des voltefaces du dictateur Deby et de son gouvernement aux ordres, ils conditionnent la reprise du dialogue, notamment par le paiement des retenues de salaire pour fait de grève, l'annulation des affectations-sanctions, la fin des poursuites judiciaires contre les premiers responsables de l'UST, etc. Le Secrétaire général de ce syndicat appelle tous les travailleurs à la vigilance et prévient qu'au cas où le gouvernement posera un acte contraire à leurs intérêts, il n'hésitera pas à les appeler immédiatement à reprendre la grève.

Les travailleurs ont raison de ne pas faire confiance à ces voleurs et ces brigands qui dirigent le pays.

*Nous reproduisons ci-dessous un article publié par nos camarades de « Lutte Ouvrière » dans leur hebdomadaire n° 2318 du 4 janvier 2013*

## **KIVU (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO) VICTIMES DES BANDES ARMÉES ET DES GRANDES PUISSANCES**

Le Kivu est une région de la République démocratique du Congo (RDC), ancien Congo belge. Elle est située à un millier de kilomètres à l'Est de la capitale, Kinshasa, et jouxte le Rwanda. Cette région est au cœur des convoitises des grandes puissances depuis plus d'un siècle. L'indépendance du Congo belge avait été arrachée après une longue lutte le 30 juin 1960, mais ensuite les États-Unis et la France apportèrent leur appui à la Belgique pour que, dans les faits, rien ne change si ce n'est le développement de mouvements sur des bases régionalistes et ethniques. Ils soutinrent la sinistre dictature de Mobutu, installée par un coup d'État préparé par la monarchie belge, l'ONU et la CIA. Trois décennies durant, ce régime assurera aux compagnies minières la mainmise sur les immenses richesses du sous-sol de différentes provinces, parmi lesquelles le Kivu.

### **Une conséquence de l'opération « Turquoise »**

La situation dramatique actuelle au Kivu est une conséquence du génocide au Rwanda où le régime, sous haute protection de la France et de son armée, fit assassiner par centaines de milliers les Tutsis et tous les opposants hutus au régime. En 1994, lorsque le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagamé, s'appuyant sur les Tutsis, menaçait le régime, l'armée française, sous mandat de l'ONU, s'interposa pour ralentir la marche du FPR, puis pour permettre aux sbires du régime et aux bandes de massacreurs de fuir et de se réfugier au... Kivu. Ce fut « l'opération Turquoise ».

Un million et demi de réfugiés hutus en provenance du Rwanda voisin y affluèrent, encadrés par l'armée et les milices hutues, avec l'aide de Mobutu et de l'armée française. Le pays en fut déstabilisé. Le Kivu servait de base arrière aux opposants au régime de Kagamé et de son côté celui-ci voulait profiter de l'affaiblissement de Mobutu pour accéder aux richesses minières

de cette région. En octobre 1996, le Congo plongeait dans la guerre, qui se solda six mois plus tard par la chute de Mobutu, sans que la population voie son sort s'améliorer. Le pays restait dans un état délirant, et les bandes armées reconverties ou pas en bataillons de l'armée régulière de la RDC continuèrent à faire régner la terreur dans le Kivu.



*Des habitants fuyant les combats au Kivu*

### **Nouvelle intervention de l'ONU**

En 1998, une nouvelle guerre se déclencha, allant jusqu'à impliquer huit États de la région, ce qui conduisit l'année suivante les grandes puissances à créer, dans le cadre de l'ONU, une mission de « stabilisation », forte de quelque 20 000 hommes, qui comme toujours est là non pas pour « garantir la paix » mais simplement pour assurer la continuité des affaires des groupes capitalistes qui, guerre ou pas, continuent l'exploitation des richesses du pays. Ces grands groupes sont intéressés en particulier par la cassitérite, un minerai dont on tire l'étain, ou le coltan, utilisé dans l'industrie électronique, ou encore les réserves de pétrole que recèle le Kivu.

Comme dans toutes les guerres en Afrique, du Congo au Sierra Leone, derrière les bandes armées locales, il y a les intérêts des différents groupes capitalistes rivaux et leurs

États respectifs. L'armée officielle de la RDC n'est qu'une bande armée parmi d'autres.

Et c'est bien pour le bénéfice des grands groupes industriels et financiers des métropoles impérialistes prétendument civilisées que les populations du Kivu subissent les viols, les

assassinats, les enlèvements destinés à recruter des enfants-soldats, et qu'elles sont abandonnées à la loi des bandes de tueurs, y compris l'armée officielle de la RDC, qui bénéficie de la complicité des forces de l'ONU.

## LA GAUCHE AU POUVOIR, PAS DE CHANGEMENT POUR LA MAJORITÉ DES SANS-PAPIERS



*Une banderole de sans-papiers en lutte, à Lille*

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a commencé à mettre en pratique sa politique sur l'immigration. Cela ne va pas plus loin que celle promise par François Hollande lors de sa campagne électorale des présidentielles. Entre autres, il a mis fin au placement des enfants des immigrés sans papiers, dans des centres de rétention. Désormais les familles avec enfants, en situation irrégulière, seront assignées à résidence le temps de résoudre leurs problèmes administratifs ou d'être expulsés.

Quant aux immigrés en situation irrégulière, ils ne sont plus soumis au placement en garde à vue de 24 heures. Désormais la police ne dispose plus que de 4 heures pour le contrôle d'identité d'un sans-papier et devrait statuer sur sa situation au bout de ce délai. Tout cela c'est en

vue de désengorger les centres de rétention où des centaines d'étrangers sont internés pendant des longues périodes.

Pour ceux qui sont en train de régulariser leur situation, pour bénéficier de l'Aide Médicale d'Etat (AME), ils devaient payer un timbre de 30 euros. Le nouveau gouvernement a supprimé cette obligation d'achat de timbre. C'est la moindre des choses.

Manuel Valls compte aussi mettre fin au «délit de solidarité» des personnes qui sont aux côtés des immigrés sans papiers. Ainsi les personnes ou organisations qui aident les clandestins ne seront plus considérées comme des hors-la-loi.

Toutes ces dispositions ne changent pas grand-chose à la situation des sans-papiers. La gauche au pouvoir va continuer comme la droite, à n'accorder qu'au compte gouttes des cartes de séjour, et à expulser régulièrement les autres. Le nouveau gouvernement n'a pas promis du tout une régularisation massive. Il a promis tout juste "un peu plus d'humanité" quant à leurs situations quotidiennes, mais le fond du problème reste inchangé.

\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*==\*

## À QUI PROFITERAIT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ANNONCÉE POUR L'AFRIQUE EN 2013 ?

Les instituts de prévision pensent que pour l'Afrique subsaharienne le taux moyen de croissance économique pour l'année 2013 sera égal ou supérieur à celui de l'année dernière, voire de la décennie écoulée durant laquelle il aurait avoisiné 5%.

Les économistes liés aux milieux des affaires osent même dire (on ne sait pas s'ils le pensent vraiment) que « *le continent a de quoi se réjouir* » car dans les pays riches, les taux de croissance continuent de baisser.

Si les choses vont si bien en Afrique, comment expliquent-ils que des millions de gens sont toujours dans la misère et le dénuement ? Ce n'est certainement pas de gaîté de cœur que beaucoup de personnes prennent le large pour essayer de rejoindre un parent, un ami ailleurs, vers un ciel qu'ils espèrent plus clément.



Un quartier populaire au Congo Brazaville

Mais d'un certain point de vue, en tant que marché, l'Afrique intéresse les multinationales. Les êtres humains ne les intéressent qu'en tant que consommateurs ou en tant que chair à produire des profits. Chercher à nourrir, à vêtir, à doter les villageois en matériel agricole adapté à leurs besoins, ne rentre pas en ligne de compte dans leur considération. Le continent compte environ un milliard d'habitants, mais seuls les besoins de la minorité solvable sont pris en compte.

Les rois de l'agroalimentaire tels que Nestlé, Danone, Coca cola et autres, ont des usines dans plusieurs pays d'Afrique. Ils font des

bénéfices importants grâce au travail des salariés de ces usines. Des produits alimentaires et des boissons sortent, mais en général ils ne sont accessibles qu'à une frange de la population, notamment celle qui a les moyens de faire les courses dans les supermarchés des grandes villes. Les boutiquiers des quartiers populaires ont quelques produits de base, mais les revenus des classes pauvres ne leur permettent pas toujours de s'en approvisionner.

Un haut cadre d'une grande entreprise américaine opérant au Ghana n'a pas forcément tort lorsqu'il constate « *qu'un nombre élevé de compagnies se ruent vers l'Afrique pour avoir leur part de ces opportunités* ». Certains économistes considèrent l'Afrique comme « *un nouvel eldorado pour les capitalistes* ».

### Un exemple : l'Ethiopie

Ce pays est considéré comme ayant un taux de croissance parmi les plus élevés ces dernières années. C'est sûr qu'on peut faire parler les chiffres comme on veut qu'ils soient vus. En effet depuis quelques années le gouvernement de Meles Zenawi a procédé à des ventes des terres riches cultivables, à des sociétés capitalistes. Ce sont des centaines de milliers d'hectares qui ont été cédés à ces sociétés et continuent de l'être, pour la plantation de produits d'exportation.

C'est ainsi que des centaines de milliers de paysans sont chassés de leurs terres pour les besoins des riches capitalistes. Ces paysans rejoignent les rangs des chômeurs. Les chiffres de ventes de ces terres peuvent gonfler le PIB et les courbes de croissance économique, mais on ne dit pas que la misère augmente pour la population.

### De façon générale

Faire du fric coûte que coûte en cherchant par exemple à vendre des téléphones portables jusqu'à des endroits où les gens meurent de soif par manque d'accès à l'eau potable en dit long sur le caractère profondément aberrant de ce

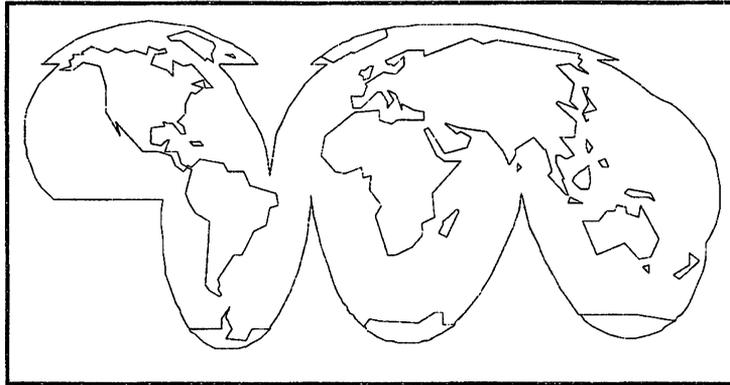
système pourri incapable de répondre ne serait-ce qu'aux besoins les plus criants. Les inventions scientifiques et les avancées technologiques permettent aux compagnies pétrolières de soutirer l'or noir depuis de grandes profondeurs. Leurs propriétaires en tirent des profits colossaux sans se préoccuper le moins du monde de chercher à résoudre ne serait-ce que le problème de l'eau pour les êtres humains qui vivent à deux pas des forages pétroliers.

Dans leur course effrénée aux profits, les capitalistes sont capables de choses ignobles. Par exemple pour faire du fric avec l'extraction des minerais nécessaires à la fabrication des téléphones et ordinateurs portables, les

industriels ne reculent devant rien. Ils ferment les yeux sur le travail des enfants que les bandes armées ou les militaires, qui leur servent d'intermédiaires, enrôlent.

Dans ces conditions comment s'étonner que, comme le reconnaissent certains hommes d'affaires, l'Afrique a le second taux au monde de «*retour sur investissement*», c'est-à-dire de taux de profit. Lorsque les «*investisseurs*» annoncent que cette année ils s'intéresseront encore plus à l'Afrique, ce n'est pas du tout sûr que cela soit effectif pour autant. Mais même si cela se produisait, aucune retombée ne sera automatique en faveur des travailleurs et des classes pauvres. Il faudra mener des luttes collectives dures pour arracher des améliorations.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.